

Sur Médiapart

Toni Negri: «Les gilets jaunes sont à la mesure de l'écroulement de la politique»

29 JANVIER 2019 PAR AMÉLIE POINSSOT

Pour le philosophe italien Antonio Negri, les gilets jaunes s'inscrivent dans une mouvance que l'on observe, en Europe et dans le monde, depuis 2011, d'Occupy Wall Street à la révolution tunisienne. « On est au bord d'une transformation mondiale », explique le théoricien de la « multitude ».

Les gilets jaunes doivent rester un contre-pouvoir et ne surtout pas se transformer en parti politique, estime Antonio Negri. Le philosophe italien, qui vit à Paris depuis 1983, observe depuis longtemps les mouvements sociaux de par le monde. Dans *Assembly*, son dernier ouvrage coécrit en 2018 avec Michael Hardt (non traduit en français), il donnait un cadre philosophique aux occupations de places publiques qui ont vu le jour ces dix dernières années. Dans *Empire*, publié avec le même auteur en 2000, il inventait le concept de « multitude », qui prend aujourd'hui une acuité particulière avec l'actualité des gilets jaunes. Le mouvement qui a démarré en France en novembre révèle, d'après lui, une nouvelle forme de lutte qui s'appuie sur la fraternité. Entretien.

Mediapart : Depuis une dizaine d'années, de nombreux mouvements de protestation ont émergé, en Europe et dans le monde, en dehors de tout parti ou organisation syndicale. Qu'est-ce que les gilets jaunes apportent de fondamentalement nouveau par rapport à cela ?

Antonio Negri : Les gilets jaunes s'inscrivent dans cette mouvance que l'on observe depuis 2011 : des mouvements qui sortent des catégories droite/gauche comme Occupy Wall Street, les Indignés, ou encore le soulèvement tunisien. En Italie aussi les gens se sont mobilisés, tout d'abord dans les universités avec le mouvement Onda [La Vague – ndlr], puis autour des communs avec l'opposition au TAV [la ligne ferroviaire Lyon-Turin – ndlr] ou la gestion des déchets à Naples. À chaque fois, il s'agit de luttes importantes qui ne se positionnent ni à droite ni à gauche, mais qui reposent sur une communauté locale. C'est quelque chose que l'on retrouve chez les gilets jaunes : il y a dans ce mouvement un sens de la communauté, la volonté de défendre ce qu'on est. Cela me fait penser à l'« économie morale de la foule » que l'historien britannique Edward Thompson avait théorisée sur la période précédant la révolution industrielle. Ce qu'il y a de nouveau, toutefois, avec les gilets jaunes, c'est

une certaine ouverture au concept du bonheur : on est heureux d'être ensemble, on n'a pas peur parce qu'on est en germe d'une fraternité et d'une majorité. L'autre point important, me semble-t-il, c'est le dépassement du niveau syndical de la lutte. Le problème du coût de la vie reste central, mais le point de vue catégoriel est dépassé. Les gilets jaunes sont en recherche d'égalité autour du coût de la vie et du mode de vie. Ils ont fait émerger un discours sur la distribution de ce profit social que constituent les impôts à partir d'une revendication de départ qui était à la fois très concrète et très générale : la baisse de la taxe sur le carburant. S'il y avait une gauche véritable en France, elle se serait jetée sur les gilets jaunes et aurait constitué un élément insurrectionnel. Mais le passage de ce type de lutte à la transformation de la société est un processus terriblement long et parfois cruel.

Comment interpréter la violence observée à l'occasion des manifestations parisiennes? Est-elle devenue pour certains l'unique recours pour se faire entendre ?

Les gilets jaunes sont un mouvement profondément pacifique. Ils ne considèrent pas la violence comme un moyen. J'ai bien connu les mouvements sociaux en Italie dans les années 1970. À l'époque, la violence ouvrière ciblait la police, et à chaque face-à-face, entre 100 et 200 cocktails Molotov visaient les forces de l'ordre. Ce n'est pas le cas ici. Les manifestants ne jettent pas des cocktails Molotov sur la police. Lorsque le cortège, qui se dirige des Champs-Élysées à la place de la Concorde, est bloqué par un cordon policier, c'est violent parce qu'il est empêché d'arriver devant le Palais alors que c'est parfaitement légal. C'est dans l'affrontement que naît la violence ; elle n'est pas théorisée en tant que telle comme moyen d'action. Pour moi, il y a une différence énorme entre la culpabilité et la responsabilité. Les gens qui sont venus manifester à Paris ne sont pas venus pour taper et faire des dégâts. Ils ne sont pas responsables de cette situation. En observant les gilets jaunes, j'ai plutôt été frappé par la fraternité de ce mouvement. Cela va au-delà de la solidarité. Ce sont des gens qui se construisent comme des frères et sœurs. Comme dans une famille, ils essaient de régler les litiges par la discussion : c'est cela, le référendum d'initiative citoyenne. Ils sont dans l'amour, dans un régime de passion. C'est un phénomène totalement nouveau, à la mesure de l'écroulement de la politique.

Est-on en train d'assister à l'émergence d'un nouveau corpus, alors que depuis l'écroulement du bloc communiste, les idées peinent à s'imposer pour faire face au rouleau compresseur du libéralisme ?

De mon côté, cela fait vingt ans que je parle de «multitude» précisément pour analyser la dissolution des anciennes classes sociales. La classe ouvrière était une classe productive, liée à une temporalité et une localisation : on travaillait à l'usine et la ville marchait au rythme de l'usine. À Turin par exemple, les tramways étaient réglés sur les horaires de la journée de travail. Tout cela est terminé. Je ne suis pas nostalgique de cette époque, car l'usine tuait les gens. Certes, on a perdu le lien de la production, le lien de la journée de travail, le collectif. Mais aujourd'hui, on a de la coopération ; cela va plus loin que le collectif. La multitude, ce n'est pas une foule d'individus isolés, renfermés sur eux-mêmes et égoïstes. C'est un ensemble de singularités qui travaillent, qui peuvent être précaires, chômeurs ou retraités, mais qui sont dans la coopération. Il y a une dimension spatiale dans cette multitude : ce sont des singularités qui, pour exister, demandent à être en contact les unes avec les autres. Il ne s'agit pas seulement de quantité. C'est aussi la qualité des relations qui est en jeu.

Les syndicats sont-ils passés complètement à côté du mouvement ?

Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, a lui-même déclaré que le syndicalisme était mortel. Les syndicats sont devenus des organes d'État pour gérer les salaires et les prestations sociales. Ils n'ont aucune place au sein des gilets jaunes, sauf s'ils se mettaient à se souvenir de ce qui s'est passé il y a un siècle... Ils sont bloqués sur les catégories et la professionnalisation.

Comment comprendre la réponse de l'État et la répression policière qui a frappé les manifestants – et dont Mediapart s'est fait l'écho à travers plusieurs témoignages de victimes et à travers le travail de David Dufresne ?

Les autorités sont à la fois dans l'incompréhension totale du mouvement et dans une réaction de peur. Emmanuel Macron sait parfaitement que son pouvoir est extrêmement fragile. Le contraste est saisissant entre le vide de ses discours et la gravité de sa gestion gouvernementale. C'est un produit de la démocratie française qui est dépourvu de tout sens de la réalité. Au fond, Macron est dans la lignée de tous les gouvernements néolibéraux en crise : ils tendent vers le fascisme. En France, les institutions sont encore suffisamment fortes pour empêcher cela, mais les méthodes et les armes de la police française sont inquiétantes. À la différence des forces de l'ordre allemandes, qui sont davantage dans la dissuasion, les policiers français sont encore sur le terrain de

l'affrontement. Je l'interprète comme un élément de cette fragilisation du pouvoir.

N'y a-t-il pas là une distorsion entre, d'une part, l'aspect avant-gardiste et fondamentalement nouveau du mouvement des gilets jaunes et, d'autre part, l'aspect rétrograde de la réponse policière, qui fait penser aux méthodes des années 1960-1970 dans plusieurs pays européens ?

Tout à fait. Mais l'on ne peut pas savoir comment le mouvement des gilets jaunes va évoluer. J'observe ce qui se passe à Commercy : c'est très intéressant d'assister à la transformation du rond-point en groupes de travail. La mutation du mouvement ne viendra pas de l'extérieur, elle viendra des acteurs eux-mêmes. Quant à savoir s'il débouchera sur un parti politique... De mon point de vue, ce serait une erreur, même si cette voie recueillait l'assentiment de la majorité.

Espérez-vous, avec les gilets jaunes, des changements importants dans nos institutions ?

Ce mouvement me remplit d'espoir, car il met en place une forme de démocratie directe. Je suis convaincu depuis cinquante ans que la démocratie parlementaire est vouée à l'échec. J'écrivais déjà en 1963 un article où je critiquais l'état des partis politiques. Cela n'a fait que s'aggraver... Et cela se retrouve aujourd'hui à tous les niveaux : mairies, régions, États. Et bien sûr, Europe. L'Union européenne est devenue une caricature de l'administration démocratique. Les gilets jaunes ont fait apparaître une demande réelle de participation des individus. Or, avec les moyens techniques dont nous disposons aujourd'hui, nous pouvons mettre en place une démocratie radicalement différente. Pensons aux philosophes des Lumières... Ce n'était pas des fous. Les gens qui ont inventé la démocratie étaient des gens normaux. Il faut oser penser, comme disait Kant. On est au bord d'une transformation mondiale. Arrêtons de croire que c'est le règne de Trump et de Bolsonaro. Avec Internet et les réseaux sociaux, nous sommes entrés dans un nouveau rapport entre technologie et transformation de l'humain. Je n'ai jamais pensé que le capitalisme était uniquement une catastrophe, un monde de marchandises et d'aliénation. Le capitalisme est un univers de luttes dans lequel les gens essaient de s'approprier le produit de l'humain exploité par les patrons. Les gilets jaunes doivent rester sur ce terrain de la lutte, plutôt que devenir un parti politique, être engloutis par le système, et se retrouver en incapacité d'agir dans cette digestion que le pouvoir ferait d'eux. J'espère qu'ils vont rester un contre-pouvoir. Les gilets jaunes ne veulent pas de leader. Si le système parlementaire est en crise, la

traversée de cette crise se fera avec de nouvelles formes d'organisation. Nous n'avons pas besoin d'un Cohn-Bendit. L'idéal serait d'arriver à une démocratie directe dans laquelle il n'y aurait pas d'intermédiaire. Les intermédiaires empêchent la transparence.

Il faut revoir nos schémas de pensée et inventer en somme...

Oui, mais dans les gilets jaunes, la pratique arrive avant la pensée. Pour comprendre ce mouvement, il faut se mettre dans une position d'humilité devant ce qui est en train de se passer. On ne pourra pas construire une formation politique comme Podemos. Ce dernier s'est d'ailleurs trouvé incapable de récupérer d'un point de vue théorique ce que les Espagnols mobilisés faisaient d'un point de vue pratique. La création du parti se solde aujourd'hui par un échec : les principales personnalités de Podemos se plantent des couteaux dans le dos et sont en train de s'entretuer sur les noms des candidats pour les prochaines élections [le 17 janvier, l'un des fondateurs de Podemos, Iñigo Errejón, a annoncé son intention de se présenter indépendamment du parti aux régionales. Il sera candidat sur la plateforme de la maire de la capitale, Más Madrid – ndlr]. Former un parti politique, c'est la fin d'un mouvement social.

Est-ce un constat que vous faites également à propos du Mouvement Cinq Étoiles, né il y a une dizaine d'années en Italie et aujourd'hui membre du gouvernement aux côtés de la Ligue, parti d'extrême droite ?

En effet, à l'origine des Cinq Étoiles se trouvaient des gens issus des mouvements autonomes, des luttes pour les communs, mais aussi, plus tard, de la critique des réformes constitutionnelles voulues par Matteo Renzi. C'était marqué à gauche. À la différence de la France où cela a explosé d'un coup, en Italie, tout cela s'est étalé dans le temps, les gens se sont formés petit à petit. Puis, avec leur habileté, le comique Beppe Grillo et Gianroberto Casaleggio [mort en 2016 – ndlr] ont commencé à faire un travail électoral sur ces mobilisations. Le pouvoir est progressivement passé du côté de ceux qui maîtrisaient les techniques politiques. À partir du moment où il a cherché à gouverner, sous la direction de Luigi Di Maio, le M5S s'est complètement fourvoyé. Prendre le pouvoir n'est pas révolutionnaire. Ce qui est révolutionnaire, c'est d'être en capacité de détruire le pouvoir ou, à la limite, de le réformer. Depuis, ce que fait le M5S au gouvernement est révoltant. Le revenu de citoyenneté universel qu'il avait promis l'an dernier pendant la campagne électorale est devenu une loi de pauvreté : le revenu n'est distribué qu'à une partie des chômeurs et il est assorti d'obligations disciplinaires. Ainsi, à la troisième offre d'emploi, le bénéficiaire est obligé de l'accepter, quelle que soit la distance à laquelle elle se trouve de son domicile. Les Cinq Étoiles ont été

rattrapés par l'avidité, la gourmandise du pouvoir. Ils ont fait alliance avec des fascistes bien réels qui sont en même temps de profonds néolibéraux. Le fascisme est le visage politique du néolibéralisme en crise. Mais il y a une justice électorale : le M5S va perdre de nombreuses voix aux élections européennes de mai prochain.